

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 24/006/2008 (Public)

Bulletin n° : 104/2008

ÉFAI

11 juin 2008

Guinée équatoriale. Amnesty International demande la remise en liberté de tous les prisonniers d'opinion

Amnesty International a appelé ce mercredi 11 juin le gouvernement de Guinée équatoriale à libérer sans condition toutes les personnes encore détenues sans avoir été inculpées ni jugées et qui ont été arrêtées en raison de leurs activités politiques pacifiques.

L'organisation demande également instamment aux autorités d'ouvrir une enquête approfondie sur les allégations de tortures subies par 14 personnes libérées le 5 juin et de traduire les responsables présumés de ces actes en justice.

Ces 14 personnes ont été libérées à l'occasion de la grâce accordée par le président Obiang pour son soixante-sixième anniversaire. La plupart d'entre elles ont passé jusqu'à six années derrière les barreaux, et avaient été adoptées comme prisonniers d'opinion par Amnesty International.

Parmi les personnes libérées cette semaine se trouve le Père Bienvenido Samba Momesori, détenu sans avoir été inculqué ni jugé depuis son arrestation à Malabo en octobre 2003.

Felipe Ondo Obiang, Guillermo Nguema Ela et 11 autres prisonniers d'opinion, membres du parti politique illégal du Front démocrate républicain (FDR), ont également été graciés. Ils avaient été arrêtés en mars 2002, pour la plupart à Bata, torturés lors de la période de détention précédant leur procès et jugés lors d'un procès inéquitable en mai-juin 2002. Ils avaient été reconnus coupables de tentative de renversement du gouvernement et tentative de meurtre sur la personne du chef de l'État, et condamnés à vingt années de réclusion. Ils étaient détenus à la prison de Black Beach à Malabo. Toutefois, Felipe Ondo Obiang avait été transféré en juin 2003, hors de tout processus légal, à la prison d'Evinayong où il était détenu dans des conditions assimilables à de la torture. Mis à l'isolement pendant plusieurs mois, il était enchaîné au mur de sa cellule par des fers à la jambe gauche. Bien que ses conditions de détention se soient améliorées ces derniers mois, il continuait d'être enchaîné la nuit.

Amnesty International s'inquiète de l'ordre donné par les autorités pénitentiaires à toutes les personnes libérées de rester dans leurs villages d'origine et de pas en bouger sans autorisation, cela malgré le fait que la plupart d'entre eux vivaient dans d'autres localités depuis plusieurs années avant leur arrestation.

La mesure de grâce, annoncée le 4 juin 2008 sur les antennes de la radio et de la télévision nationale, concernait 37 personnes, parmi lesquelles 14 prisonniers d'opinion et 11 prisonniers politiques. Toutefois, la liste incluait aussi les noms d'au moins neuf personnes libérées en 2003 et 2006.

Amnesty International demande également instamment au gouvernement de Guinée équatoriale de libérer toutes les personnes encore détenues en raison de leurs activités politiques pacifiques sans avoir été inculpées ni jugées, parmi lesquelles Emiliano Esono Micha, Cruz Obiang Ebebere, Gumersindo Ramírez Faustino, Bonifacio Nguema Ndong, Pedro Ndong et Gerardo Angüe – tous anciens membres du Parti du progrès de Guinée équatoriale (PPGE) arrêtés, semble-t-il, en raison de leur association passée avec le PPGE.

Ils ont été arrêtés en mars 2008 suite à la prétendue découverte de trois armes et de munitions dans le coffre d'une voiture d'occasion exportée d'Espagne en Guinée équatoriale.

Le gouvernement de Guinée équatoriale a affirmé que les armes devaient servir à un coup d'État fomenté par Severe Moto, dirigeant du PPGE interdit, qui vivait en exil en Espagne, où il est actuellement incarcéré après son arrestation dans ce pays le 14 avril 2008 pour trafic d'armes. L'organisation demande que ces détenus soient libérés immédiatement ou inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugés dans un délai raisonnable conformément aux engagements internationaux en matière de droits humains.